

LES PROCÈS DE MOSCOU

108

VOUS VOULEZ DES PREUVES ? EN VOICI !

La Flèche
31 juillet 37

par Félicien Challaye

Le récent congrès de la *Ligue des Droits de l'Homme*, où l'un des plus importants débats a porté sur les *procès de Moscou*, attire à nouveau l'attention sur ces sanglantes tragédies. Au reste, de brèves nouvelles paraissant dans les quotidiens montrent que le massacre des vieux bolcheviks continue en diverses régions de l'U.R.S.S.

Premier procès, celui d'août 1936, à la suite duquel ont été condamnés et fusillés seize accusés, dont Zinoviev et Kamenev.

Deuxième procès, celui de janvier 1937, à la suite duquel ont été condamnés et fusillés treize accusés, dont Piatakov, Sérébriakov et Mouralov, et condamnés à la prison quatre autres, dont Sokolnikov et Radek.

Troisième procès: tout récemment ont été fusillés le maréchal Toukhatchevski et plusieurs généraux. Ce procès échappe à toute discussion, car il a eu lieu à huis-clos, s'il a eu lieu, ce qui n'est plus certain (il est possible qu'il y ait eu exécution pure et simple).

Et ce qui concerne les deux premiers procès quelques remarques sur la forme s'imposent, avant le débat sur le fond.

L'instruction s'est déroulée dans un secret absolu. Les accusés, qui avouent, content devant le tribunal, ce qu'ils ont dit au juge d'instruction, non ce que le juge d'instruction leur a demandé ni l'action que ce juge a exercée sur eux.

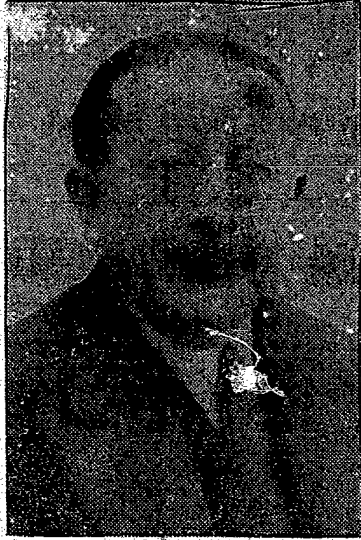
Pas d'avocat pendant l'instruction. M. Gabriel Péri écrit à ce propos, dans *Martanne* (3 mars 1937): « L'inculpé n'est pas mis en mesure d'adapter, pendant l'instruction, les moyens de défense aux déclarations de tel de ses coaccusés que lui aura rapportées son avocat ». Jusqu'ici, on considérait comme une garantie de justice impartiale que les accusés aient connaissance de tous les détails du dossier. On voudrait savoir si M. Gabriel Péri souhaite que la méthode soviétique soit, désormais, appliquée en France aux procès

politiques, et que les accusés soient laissés pendant des mois dans le secret en face du ou des juges d'instruction, avant de comparaître devant un tribunal militaire.

Pendant le procès, les accusés pouvaient avoir des avocats, « membres du collège des défenseurs ». La plupart des accusés ont refusé l'assistance de tels avocats, qui n'auraient pu accomplir leur tâche en conscience qu'au péril de leur liberté ou de leur vie. Il n'a pas été possible d'obtenir l'intervention de défenseurs étrangers, seuls capables, en pays de dictature, de faire éclater la vérité. On se rappelle à ce sujet, les déclarations du

courageux communiste Dimitrov au procès de l'incendie du Reichstag: « Je ne veux ni le miel ni le poison d'un défenseur d'office ».

Enfin le jugement prononcé par les trois « juristes militaires » formant la cour suprême, a été immédiatement exécuté. Ni appel, ni cassation — Un avocat anglais qui, en cette affaire, s'est montré surtout l'avocat du gouvernement de l'U.R.S.S., le nommé Pritt signale que les accusés ont eu « la chance de comparaître immédiatement devant l'instance suprême ». On voudrait savoir si les communistes de France désirent que pareille « chance » soit accordée désormais, chez nous, aux accusés politiques.



Félicien Challaye

Sur le fond, il faut, d'abord, constater qu'il n'y a eu, pour ainsi dire aucun document soumis à la discussion du tribunal militaire; en tout cas, les aveux des accusés.

Or, dans son *Précis de droit criminel* (Paris, recueil Sivrey, 14^e édition, 1926, pp. 775-777), Garraud établit que « le juge ne peut être dispensé d'examiner si l'aveu est sincère et dans quelle mesure il l'est. C'est le contrôle de l'aveu ». Garraud cite une phrase de Montaigne: « Mille et mille ont chargé leurs têtes de fausses confessions ».

Dans la brochure *Le Procès de Moscou: un procès en sorcellerie* (Editions Nouveau Prométhée, 32, rue Rodier, Paris (9^e) Friedrich Adler, secrétaire de l'Internationale ouvrière socialiste, rappelle que, pendant trois siècles, les tribunaux ont reçu « des milliers d'aveux par lesquels l'inculpé jurait avoir été en relation avec le diable en personne, avoir conclu un pacte avec lui et avoir, sur la base de ce pacte, commis toutes sortes d'actes de sorcellerie ». Nul ne croit, aujourd'hui, à la vérité objective des faits ainsi avoués. Devons-nous croire à la vérité objective des faits avoués par l'ensemble des accusés aux deux procès de Moscou?

(Voir la suite en page 2)

(Suite de la première page)

Il est frappant d'observer, d'abord, que tous les accusés qui comparurent devant le tribunal, avouent : mais que toutes les personnes dont les noms se trouvent mêlés à l'affaire ne comparurent point devant le tribunal.

Plus de cinquante personnes auraient dû comparaître au premier procès, où se seraient seulement comparus, impossible de savoir ce que sont devenues celles qui ne comparurent point, quo est en droit de se demander si l'on n'a pas choisi, pour l'audience publique, les seuls accusés ayant accepté d'avouer.

Or, ces aveux apparaissent, d'abord, psychologiquement, invraisemblables.

A ces procès figurent, mêlés à de lâches provocateurs, la plupart des bolchévistes de la première heure : la plupart des compagnons intimes de Lénine, de ceux qui, à ses côtés et aux côtés de Trotsky, ont fait la révolution d'Octobre.

Rappelons-nous la magnifique épopée de ce Lénine et de ces bolchévistes luttant contre tout un monde, puis triomphant, puis tendant toutes leurs énergies pour créer une société nouvelle. Lénine s'entoure d'hommes qui, tous, ont fait leurs preuves, qui ont passé des mois ou des années dans les prisons et les lagues du tour, ou en Sibérie, qui ont vécu ensuite la rude vie du révolutionnaire à l'étranger, traqué partout. Au pouvoir, ils ne s'intéressent qu'à l'action constructive, à l'effort nécessaire pour réaliser une société de travailleurs libérés, dominés à tous les degrés l'exemple qu'il faut imiter.

Un Zinoviev, par exemple, est le plus cher compagnon de Lénine dans l'émigration. C'est avec lui que Lénine fonde de Suisse à travers l'Allemagne, dans le fatéux wagon plombé. Quand Lénine est accusé (1921), par la police de Kereatsky, d'entente avec l'ennemi allemand et de trahison, c'est avec Zinoviev qu'il se cache, aux environs de Péterograd, dans des masques de folie. Zinoviev devient le président du Soviet de Péterograd, qu'il fait appeler Léninograd, le président de l'Internationale communiste, dès sa formation.

Kamenev a été le chef de la fraction bolchéviste à la Douma de 1912, le premier président de l'exécutif des Soviets en 1917, le légataire universel de Lénine.

Moins connus à l'étranger, plusieurs des autres vieux bolchévistes accusés et exécutés, ont aussi un magnifique passé de militants.

Qu'avouent ces hommes ?

S'ils se bornaient à confesser qu'ils ont voulu renverser ou même supprimer le dictateur Staline, leurs aveux ne seraient pas absolument invraisemblables. Sans doute ces marxistes ont toujours condamné l'action terroriste individuelle. Mais, après tout, il pourrait y avoir dans leur conduite, sur ce point, une inconscience qui n'aurait rien de déshonorant.

Ils avouent ce projet d'attentat. Ils avouent un certain nombre d'autres projets d'attentat. Ces hommes qui, depuis des années vivent sous un régime de « strictes » surveillances — policières, avouent avoir parlé à un nombre impressionnant de complices. De ces complices, dont pas un seul n'a été tué. Un seul dirigeant des Soviets a été tué, Kirov, victime d'un attentat isolé, Nikoliev. Tout de suite après la mort de Kirov, 71 « contre-révolutionnaires » blancs sont exécutés, sans qu'ils aient eu le moindre rôle dans l'attentat. Puis doute sol-disant complices sont fusillés avec Nikoliev...

Si l'attentat contre Kirov avait été organisé par les vieux bolchévistes qui avouent, que d'innocents injustement condamnés en dehors d'eux.

Ce ne sont pas seulement des attentats qu'avouent les condamnés des deux procès. Ce sont d'innombrables actes de sabotage, des accidents de chemin de fer qu'ils auraient ordonnés d'organiser... Comment croire que ces hommes intelligents auraient pu commettre, contre le dictateur, une tactique d'une aussi criminelle stupidité ? Les accidents en U.R.S.S. s'expliquent, hélas ! suffisamment par l'inexpérience de certains dirigeants et par l'incurie de trop de subalternes...

Au procès de Novo-Sibirsk, huit ingénieurs, fusillés depuis, ont avoué avoir organisé des accidents mortels dans les mines par accumulation de grisou. Or (liber Leaky, secrétaire adjoint de la « Fédération des mineurs du Nord », a clairement démontré que de tels attentats étaient techniquement impossibles.

Les accusés de Moscou avouent encore avoir voulu restaurer le capitalisme — contre lequel ils ont lutté tout e long d'une vie magnifique ! Ils avouent avoir comploté avec l'Allemagne hitlérienne et avec le Japon féodaliste, l'être entendus avec les représentants de ces puissances pour le morcellement de la patrie soviétique créée par leurs héroïques efforts !

Faudrait-il donc admettre que les collaborateurs de Lénine, que les héros de la révolution d'Octobre, dissimulaient tout au fond de leur cœur tant d'impureté basses ?

En vérité, on ne peut croire à la sincérité de leurs aveux.

Les aveux présentent, d'ailleurs, de graves contradictions, soit d'un procès à l'autre, soit à l'intérieur du même procès.

Au premier procès, Zinoviev et Kamenev se déclarent coupables de toutes sortes de crimes. Pourquoi auraient-ils caché leurs rapports avec l'Allemagne hitlérienne, qu'on leur reproche u second procès ?

Sokolnikov est membre du Centre nifié, au premier procès ; membre u Centre parallèle au second.

Le Centre parallèle est fondé en 1932 selon les uns, en 1933 selon les autres. Le projet d'attentat contre Vorochilov est placé tantôt en 1933, tantôt en 1934, tantôt en 1935.

Surtout les aveux se heurtent à certains faits bien établis, qui permettent de constater l'inexactitude des faits voutés.

On a justement rappelé que la même mésaventure s'était produite — avant les récents procès — lors du procès dit es menchéviques de février 1931. Ceux-ci voulaient avoir été payés par « l'impérialisme français » et avoir préparé le partage de l'Union soviétique entre les « brigands internationaux » ainsi que le « retour des capitalistes » et des propriétaires fonciers ». Ils reconnaissent avoir eu de fréquents entretiens avec un envoyé de l'Internationale socialiste, Abramovitch. Or de nombreux témoins établissent qu'à ce moment même Abramovitch se trouvait à Bruxelles, et une photographie montrait au milieu du Congrès socialiste international, réuni à la même te !

De même, au premier procès, l'accusé Altzman avoue que Trotsky lui a donné l'ordre de préparer des attentats terroristes pour ce qui est le fils de Trotsky, Sédov, qui, en 1932, le mena Copenhague rencontrer Trotsky. « Je convins avec Sédov que, dan

Ceux du trois jours, l'arriverais à Copenhague, que je m'y arrêtrai à l'Hôtel Bristol, et que c'est là que nous rencontrerons. De la gare, je me suis rendu directement à l'hôtel et j'ai trouvé Sédov dans le hall. A peu près à dix heures du matin, nous arrivâmes chez Trotsky.

De Sédov a pu établir, par une argumentation impressionnante, qu'il n'avait jamais été à Copenhague. D'autre part, l'hôtel Bristol était mentionné dans les guides Breddeker d'avant-guerre. Mais il a été démolit en 1917 et n'a pas été reconstruit depuis. C'est en cet hôtel inexistant que Goldmann jure avoir rencontré Sédov !

Au second procès, le témoin Romm, qui aurait servi d'intermédiaire entre Radek et Trotsky, déclare avoir rencontré Trotsky et son fils Sédov, fin juillet 1933, au bois de Boulogne, à Paris.

Or à cette époque, Trotsky, venu de Turquie, n'avait pas été autorisé à s'installer à Paris. Il vivait, malade, souffrant d'un lumbago, à Royan. Sédov écrit à ce propos (Marianne, 3 mars 1937) :

« Devant la menace des Russes blancs, du Guépéou et d'autres, le lieu d'hébergement de Trotsky fut tenu secret; une garde vigilante d'amis se relaya jour et nuit. Jusqu'au début d'octobre, Trotsky resta ainsi enfermé dans la maison comme une manière de prisonnier, ne sortant que pour quelques rares promenades dans les environs. Pour épargner toute sortie à Trotsky, un médecin ami et un coiffeur ami vinrent le visiter à domicile.

« On vivait suivant des règles strictes, seulement rompues par de nombreuses visites. Durant cet été, Trotsky reçut plusieurs dizaines de personnes, de diverses tendances politiques et de nationalité différente, toutes à Royan, venue à Paris. Citons André Malraux, qui a fait dans Marianne, le récit de son entrevue avec Trotsky. Toutes ces personnes, de même que les amis qui habitaient la maison en permanence, à quatre ou cinq à la fois, par roulement, chacun quinze semaines environ, conformément que Trotsky, non seulement n'a jamais été à Paris, mais n'a jamais quitté la villa plus de quelques heures. Ceci entre le 25 juillet et le début d'octobre. Nous avons déjà réuni dix-neuf témoignages, que nous soumettrons aux commissions d'enquête sur le procès de Moscou. Ces dizaines de témoignages d'hommes libres, qui peuvent être vérifiés contradictoirement, ne sauraient être mis en doute. Nous avons également en notre possession une correspondance complète de l'époque qui présente une valeur inestimable en tant qu'élément de preuve.

« Si Trotsky avait vu Romm, l'entrevue n'aurait donc pu trouver lieu qu'à Royan. Or Romm, comme nous le savons, parle d'une rencontre à Paris avec Trotsky et avec Sédov, alors que tous deux se trouvaient à Royan. Faut-il ajouter que ni Trotsky ni moi-même n'avons jamais vu ni connu Romm ? »

D'autre part, Piatakov a avoué avoir été à Oslo, en décembre 1935, chercher les instructions de Trotsky, sur un avion venu d'Allemagne. Or les autorités norvégiennes déclarent qu'il n'y a eu, à cette époque, aucun avion venant d'Allemagne. Le directeur Gulliksen, a confirmé qu'en décembre 1935, aucun avion étranger n'a atterri à Kjeller. Un seul avion norvégien venant de Linköping. Mais cet avion n'avait pas de passager. (Arbeiderbladet, (19-1-37.)

Mais peut-être Piatakov s'est-il trompé de date ? Le directeur de l'aéroport précise que le dernier avion venu à Kjeller avant décembre 1935 était un avion anglais, arrivé le 19 septembre. Et après décembre ? Le 1^{er} mai.

L'hôte de Trotsky, le député socialiste norvégien Knudsen, confirma que Trotsky n'a jamais reçu la visite de Piatakov.

Les faits avoués par les accusés, dès qu'on peut les vérifier, s'avèrent faux.

Dans lors, la conclusion s'impose que de tels aveux ont été arrachés aux accusés dont les nerfs avaient été brisés par une effroyable instruction secrète.

Par quels procédés ? Pour certains, au premier procès, peut-être par la promesse de vie sauve. Pour d'autres, par la menace de torturer et d'assassiner les proches des accusés (les proches des opposants sont toujours, là-bas, pris comme otages. Et Karnevov suppliait qu'on épargne sa femme et ses enfants révéla, peut-être, le moyen de contrainte employé). On s'est demandé, peut-être, s'il n'a pas été fait appel aux vieux bolchéviques auxquels les dirigeants avaient antérieurement imposé de fréquents mensonges, et dont ils auraient sollicité, pour réaliser l'union de la patrie en face de l'étranger, ce dernier sacrifice...

Peut-être ces moyens de pression ont-ils été employés ensemble...

POURQUOI ces massacres de vieux bolchéviques ? Les ouvrages qui nous renseignent sur la situation présente de la Russie stalinienne — les deux derniers livres de notre cher André Gide : *Retour de l'U.R.S.S. et Retouches au retour de l'U.R.S.S. (N.R.F.)* et l'excellente brochure d'Yvon : *Ce qu'est devenue la révolution russe (Révolution prolétarienne, 34, rue de Châteaud'Eau, Paris (10^e),* entre autres — nous apportent l'explication.

L'U.R.S.S. de Staline s'écarte de plus en plus de l'idéal que cherchait à réaliser l'U.R.S.S. de Lénine : société égalitaire et paix désarmée. La différence s'accroît tous les jours entre les grands bureaucrates et les pauvres bougres, entre les maréchaux et les simples soldats. La différence de profession se transforme en une différence de classe. La dictature stalinienne utilise sa forte armée, sa police toute puissante et sa magistrature servile à imposer ce régime de nouveaux privilèges et à mater le peuple.

En face de cette trahison, les vieux bolchéviques sont un vivant reproche. Ils peuvent devenir des centres d'attraction autour duquel se grouperaient les innombrables mécontents. Il convient qu'ils disparaissent.

D'un bout à l'autre de l'U.R.S.S. immense coule le fleuve de sang. Aux dernières nouvelles, soixante et une personnes sont exécutées à Svobodnoy, en Sibérie orientale. En Géorgie, le vieux bolchévik Mdivani est exécuté avec ses complices.

L'écrivain Boris Piniak est arrêté pour avoir osé secourir la femme du condamné Radek, mourant de faim. Qu'un tel motif puisse être invoqué, n'est-ce pas le comble de l'infamie ?

Il faut que tous les libres esprits connaissent et soutiennent péroramment et moralement le Comité d'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution. (Secrétaire : André Limbour, 11, rue Jean-Leclair, Paris-17^e.)

Félicien CHALLAYE.